

## Chapitre 1. Quelles stratégies de développement pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?

*En 2008, la part des économies émergentes et en développement dans l'économie mondiale passait pour la première fois la barre des 50 %. Depuis lors, la série des Perspectives du développement mondial s'attache à étudier le basculement de la richesse mondiale et son incidence sur les pays en développement. Ce chapitre offre une vue d'ensemble de cette édition 2019, qui étudie le processus de transformation de la géographie économique dans le contexte de l'après-crise financière mondiale, la transformation progressive de la Chine et les nouvelles sources de croissance pour la poursuite du basculement de l'activité économique. Il analyse en outre les trajectoires de développement au-delà des indicateurs strictement économiques, en explorant différentes dimensions du bien-être à travers le monde en développement. Il tire enfin des enseignements des paradigmes de développement de ces 70 dernières années, montrant la nécessité pour les nations en développement du XXI<sup>e</sup> siècle d'inventer leurs propres trajectoires originales vers plus de bien-être et de durabilité, et pour la coopération internationale de s'adapter à cette nouvelle donne.*

En 2008, la part de la production économique des pays en développement dans la production mondiale passait pour la première fois la barre des 50 %. Cette même année, le Centre de développement de l'OCDE a commencé à étudier le basculement de la richesse mondiale et son incidence sur le développement : les pays en développement devenaient non seulement de nouveaux acteurs majeurs de l'économie mondiale, mais ce basculement était structurel et amené à perdurer. L'ouverture des économies de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « Chine »), de l'Inde et de l'ex-Union soviétique (EUS) s'est accompagnée de retombées et de nouveaux liens pour les marchés mondiaux du travail et des exportations de produits de base. De nombreux pays ont pu en tirer profit et semblaient engagés sur la voie d'une convergence économique avec les plus riches. Les indicateurs étaient globalement au vert pour le développement.

Les éditions suivantes des *Perspectives du développement mondial* (PDM) ont toutefois aussi mis en garde contre les possibles écueils de cette transformation de la géographie économique. Ces rapports rappelaient la nécessité de favoriser la cohésion sociale, d'adapter les politiques industrielles, de stimuler la productivité et de mettre les migrations au service du développement, à la lumière des nouvelles réalités internationales. Les répercussions de la crise financière mondiale et de celle des réfugiés ont, par exemple, créé ou exacerbé les tensions sociales dans de nombreux pays du monde entier. La solidité des nouveaux moteurs de croissance mondiaux était ainsi mise à l'épreuve, tout comme le soutien au multilatéralisme et à la mondialisation. Pour exploiter pleinement le potentiel d'une telle transformation, les pays en développement devaient renforcer leurs systèmes d'emploi et de protection sociale, investir dans les infrastructures matérielles et immatérielles, œuvrer à la création et à la diversification des liens avec d'autres secteurs de leur économie, développer les compétences et intégrer les migrations dans leurs stratégies de développement.

Combien de temps encore les dividendes de la transformation de la géographie économique peuvent-ils profiter au développement ? La Chine a vu sa croissance ralentir considérablement. Elle reconnaît devoir adapter son modèle économique à la nouvelle conjoncture, en adoptant une approche plus sociale et inclusive (Banque mondiale, 2013<sup>[11]</sup>). Le ralentissement des échanges internationaux depuis la crise financière mondiale (CFM) de 2008-09 et la montée du protectionnisme commercial ont changé la donne de la mondialisation. Celle-ci va-t-elle se poursuivre et si oui, sous quelle forme ? Par ailleurs, l'émergence d'évolutions technologiques telles que la transformation numérique et l'automatisation, ainsi que des tendances comme l'hostilité envers les migrations, ont fait apparaître de nouveaux défis et opportunités à l'échelle mondiale. Quelles en sont les conséquences pour le reste du monde, en particulier pour les pays les plus pauvres en difficulté et pas nécessairement sur la voie de la convergence avec les économies plus prospères ?

Cette édition 2019 des *Perspectives du développement mondial* s'attache à répondre à ces questions en étudiant tout d'abord le contexte actuel de cette nouvelle géographie économique, les répercussions des transformations à l'œuvre en Chine sur les perspectives de développement, et les nouveaux facteurs susceptibles de faire progresser le processus de transformation de la géographie économique. Elle examine en outre l'incidence de cette transformation sur les pays au-delà du plan strictement économique, en explorant différentes dimensions du bien-être à travers le monde en développement. Elle tire aussi les enseignements des paradigmes de développement qui ont dû, au cours des 70 dernières années, apporter une réponse adéquate à la diversité et la complexité des trajectoires de développement empruntées par les différents pays. Confrontées à de

nouvelles combinaisons de défis économiques, sociaux et environnementaux, les nations en développement du XXI<sup>e</sup> siècle n'ont d'autre choix que d'inventer leurs propres trajectoires originales vers plus de bien-être et de durabilité, dont l'un des éléments essentiels est la conception et le contenu des stratégies de développement. Il est donc devenu nécessaire de repenser la coopération internationale au-delà de sa dimension financière et de favoriser des échanges plus efficaces de capital social et humain.

Ce rapport s'articule autour de quatre grands messages :

- Le basculement mondial de la richesse se poursuivra malgré la modification du rôle de la Chine et la baisse des niveaux de liquidité mondiale, porté par la croissance de l'Inde et d'autres nouveaux pôles manufacturiers à bas coût, ainsi que par le renforcement des liens entre les pays en développement. Cette nouvelle ère nécessite de nouvelles formes et sources de financement, d'échanges et de partage des connaissances.
- On comprend désormais mieux les limites de l'utilisation du produit intérieur brut (PIB) par habitant comme indicateur de développement. La croissance économique n'est plus une croissance qualitative. Par rapport aux premiers pays qui se sont industrialisés, les nations en développement d'aujourd'hui connaissent un rythme de croissance plus soutenu, mais les indicateurs du bien-être y progressent bien plus lentement à taux de croissance économique équivalent. La croissance économique doit donc s'accompagner d'investissements et d'efforts politiques pour améliorer le bien-être dans ses différentes dimensions et garantir la durabilité.
- L'expérience du développement est aujourd'hui tout à fait différente, les pays devant faire face à des défis jamais rencontrés auparavant. Ce nouveau contexte voit l'émergence de nouvelles règles, de nouvelles contraintes environnementales, de nouvelles technologies et d'une concurrence accrue. Les stratégies de développement doivent s'adapter à ces changements et refléter le contexte, la dotation et les institutions de chaque pays. Au lieu de suivre un paradigme unique, les stratégies de développement doivent s'adapter à chaque contexte et respecter les principes de participativité, de territorialisation, de multisectorialité et de multilatéralisme.
- La complexité des défis actuels induit une multiplicité de trajectoires de développement. Les paradigmes de développement se sont considérablement élargis au fil du temps pour inclure de nombreux éléments nouveaux allant bien au-delà du simple objectif de croissance économique. Ils continuent toutefois de promouvoir une approche prévoyant une trajectoire unique de développement pour tous les pays, fondée sur l'idée que le développement commence avec le capital financier.

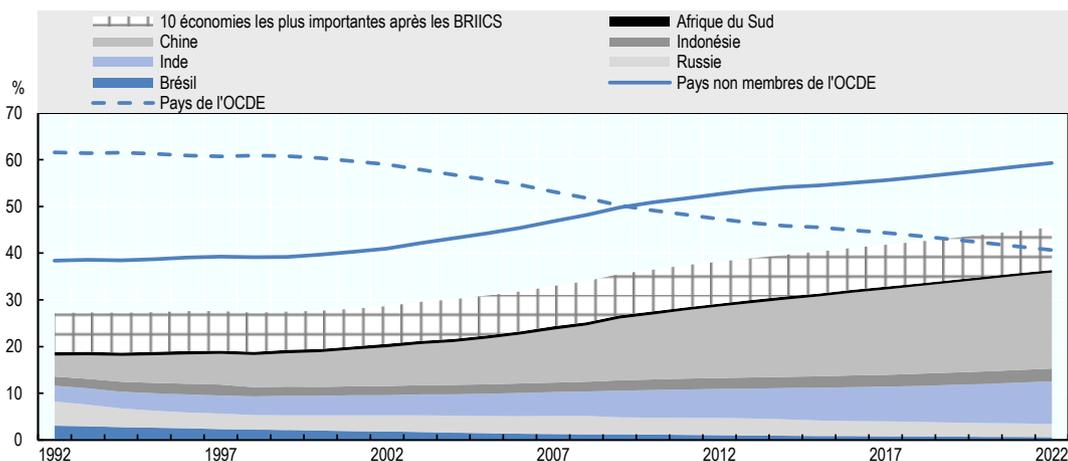
### Nouvelles dynamiques du basculement de la richesse

Depuis les années 1990, la Chine et l'Inde ont enregistré une croissance considérable par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Aux côtés de plusieurs autres grandes économies émergentes, elles ont commencé à redessiner le paysage macroéconomique mondial. Conjugués au facteur démographique, ces écarts de croissance ont fait émerger une nouvelle économie mondiale. Les pays les plus importants de par leur poids économique ne sont plus aussi les plus riches en termes de PIB par habitant. La Chine est devenue la première économie mondiale si son PIB est mesuré en parités de pouvoir

d'achat (PPA), et la deuxième après les États-Unis si la mesure se fait en valeur nominale. En 2008, la part des économies émergentes et en développement dans l'économie mondiale (en PPA) passait pour la première fois la barre des 50 % (graphique 1.1).

### Graphique 1.1. Le basculement de l'activité économique mondiale se poursuivra, mais à un rythme plus lent

Part du PIB mondial (en pourcentage, 1992-2022)



Note : Les 10 économies les plus importantes après le Brésil, la Fédération de Russie (ci-après dénommée « Russie »), l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) et les pays de l'OCDE sont : l'Arabie saoudite, l'Iran, le Viet Nam, le Nigéria, la Thaïlande, l'Égypte, l'Argentine, le Pakistan, la Malaisie et les Philippines. Les projections débutent en 2017.

Source : FMI (2017<sup>[2]</sup>), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB en PPA, en pourcentage du total mondial), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964393>

Au fil du temps, on a assisté à une redéfinition du basculement de la richesse, à la fois sous l'effet de la CFM et du repositionnement des économies émergentes, en particulier de la Chine et de l'Inde. Pour mieux comprendre l'émergence de cette nouvelle géographie économique mondiale, on peut identifier trois grandes phases de croissance (graphique 1.2).

- 1990-2000 : Une phase initiale d'« ouverture », initiée par les réformes prudentes de la Chine dans les secteurs de l'agriculture et des investissements étrangers en 1978, la libéralisation économique progressive de l'Inde en 1991 et la dissolution de l'EUS cette même année. Avec l'adoption par la Chine de réformes de privatisation encore plus énergiques à la fin des années 1980, l'ouverture initiale de la Chine, de l'Inde et de l'EUS aux marchés mondiaux s'est vraiment fait sentir à partir des années 1990 (Pomfret, 1996<sup>[3]</sup>).
- 2001-08 : Une deuxième phase, à partir de la crise financière, qui a vu la convergence généralisée des pays pauvres, en grande partie sous l'effet d'une croissance de plus en plus sino-centrée. L'urbanisation et l'industrialisation rapides de l'Asie, en particulier, ont entraîné une hausse de la demande et des prix des combustibles fossiles et des métaux industriels.

- 2009-présent : Une phase plus récente, dans les années 2010, durant laquelle le basculement de la richesse a donné des signes de ralentissement temporaire, sous l'effet conjugué de la récession mondiale au lendemain de la CFM et de la transformation économique de la Chine, passée d'une économie manufacturière centrée sur les exportations à une économie axée sur les services et la consommation intérieure. Toutefois, comme l'illustre le graphique 1.3, on observe toujours dans les années 2010 la convergence de nombreux pays plus pauvres vers la moyenne des pays du G7.

La CFM et la transition chinoise ont toutes deux entraîné une chute des prix du pétrole et des métaux, certes au détriment des exportateurs de matières premières, mais aussi au profit de la croissance des pays importateurs de ce type de produits. Toutefois, cette période est aussi marquée par la persistance d'un différentiel de productivité entre les pays développés et ceux en développement, et ce malgré la croissance économique (OCDE, 2015<sup>[4]</sup>). Les différentiels de revenu entre ces deux groupes de pays restent par conséquent importants. Les flux migratoires internationaux continuent, par exemple, de se diriger vers les pays les plus riches du monde (OCDE, 2016<sup>[5]</sup>).

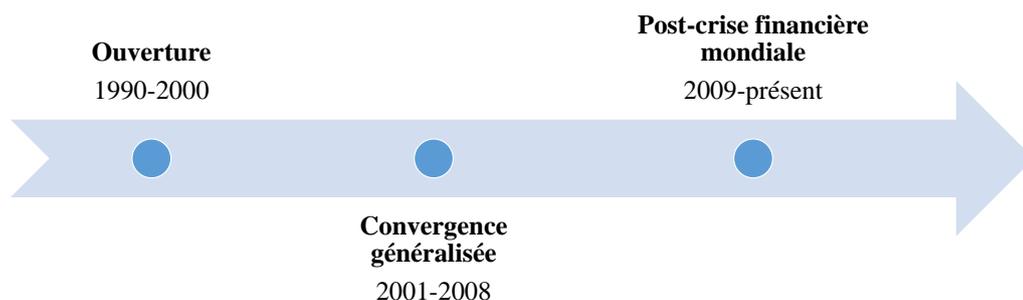
Le basculement de la richesse a eu de profondes répercussions sur le développement mondial. Il a tout d'abord redessiné la carte des relations économiques en termes d'échanges, de flux financiers et de migrations internationales. Il a ensuite stimulé la croissance mondiale, sortant des millions de personnes de la pauvreté. Il a enfin modifié la gouvernance mondiale, donnant un nouveau rôle aux pays en développement, mais leur imposant aussi de concevoir de nouvelles stratégies. L'élévation du niveau de vie qui a accompagné la mondialisation est venue corroborer l'idée du commerce comme moteur clé de la croissance économique, tant pour le Nord que pour le Sud.

Cette transformation de la géographie économique mondiale devrait continuer à redessiner et stimuler le développement des pays plus pauvres dans un avenir proche, portée par l'essor de l'Inde et d'autres pôles manufacturiers à bas coût (Deloitte Global, 2016<sup>[6]</sup>), ainsi que par le renforcement des liens Sud-Sud. Le dynamisme des liens économiques Sud-Sud est en effet une composante essentielle de la nouvelle géographie économique. En 2010, les pays en développement représentaient environ 42 % du commerce mondial de marchandises, les échanges Sud-Sud comptant pour environ la moitié de ce total. Les pays les plus pauvres en ont également tiré profit, les échanges entre les pays les moins avancés et le Sud ayant doublé dans la part des exportations totales en provenance du Sud depuis 1995. Parallèlement, les grands pays émergents sont devenus d'importants acteurs du financement du développement.

La Chine a joué un rôle central tout au long de ce processus. Depuis la CFM, ses importations ont été la force motrice des échanges Sud-Sud, et son initiative pour une « nouvelle route de la soie » renforce par ailleurs l'intégration Sud-Sud.

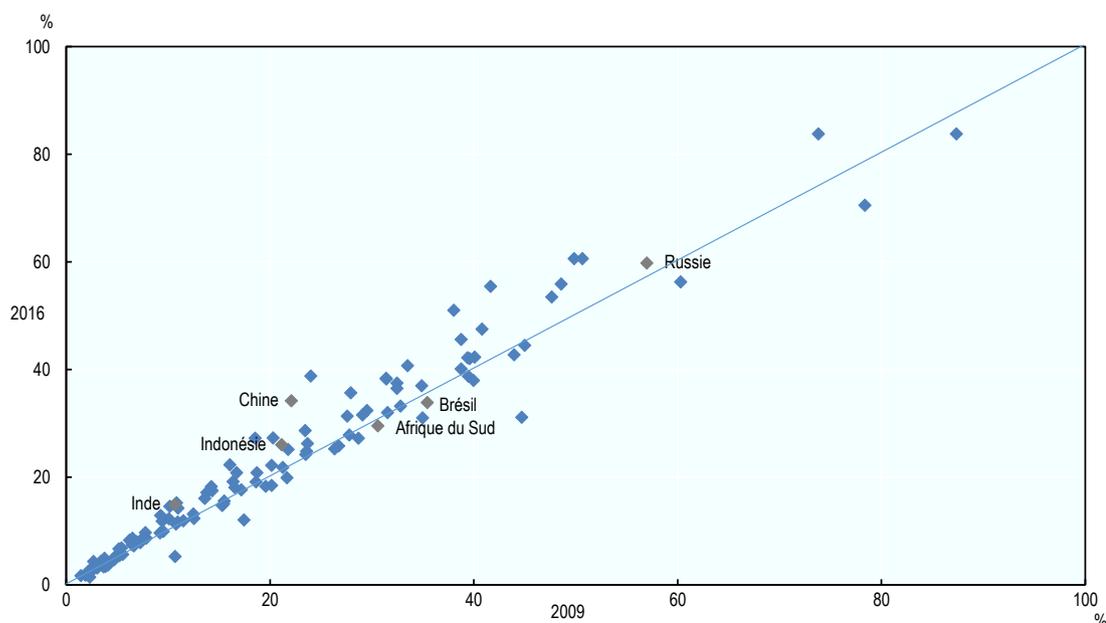
Malgré les progrès réalisés avec la transformation de la géographie économique, la croissance économique du Sud est toutefois loin d'avoir résolu tous les problèmes. Tout d'abord, l'essor du marché des produits de base n'a pas réglé les questions d'ordre économique et productif à l'échelle nationale. Ensuite, la nature du développement est plus complexe et multidimensionnelle que ne saurait le résumer la seule variable du revenu. Enfin, d'anciens problèmes subsistent et de nouveaux sont apparus.

Graphique 1.2. Les trois phases du basculement de la richesse



Graphique 1.3. La convergence a marqué le pas après la crise financière mondiale

PIB par habitant par rapport au PIB moyen des pays du G7 (2009-16)



*Note* : PIB par habitant des pays en développement par rapport au PIB moyen des pays du G7 (comparaison entre 2009 et 2016). La ligne à 45 degrés représente la stagnation du revenu par habitant en valeur relative ; les losanges situés au-dessus de la ligne indiquent une convergence relative des pays en développement ; les pays situés en dessous de la ligne accusent un certain retard.

*Source* : FMI (2017<sup>[2]</sup>), *Perspectives de l'économie mondiale 2017*, Base de données (PIB par habitant, en prix constants [PPA, en dollars internationaux de 2011]), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté en décembre 2017).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964412>

## La croissance économique n'a pas résolu tous les problèmes de développement

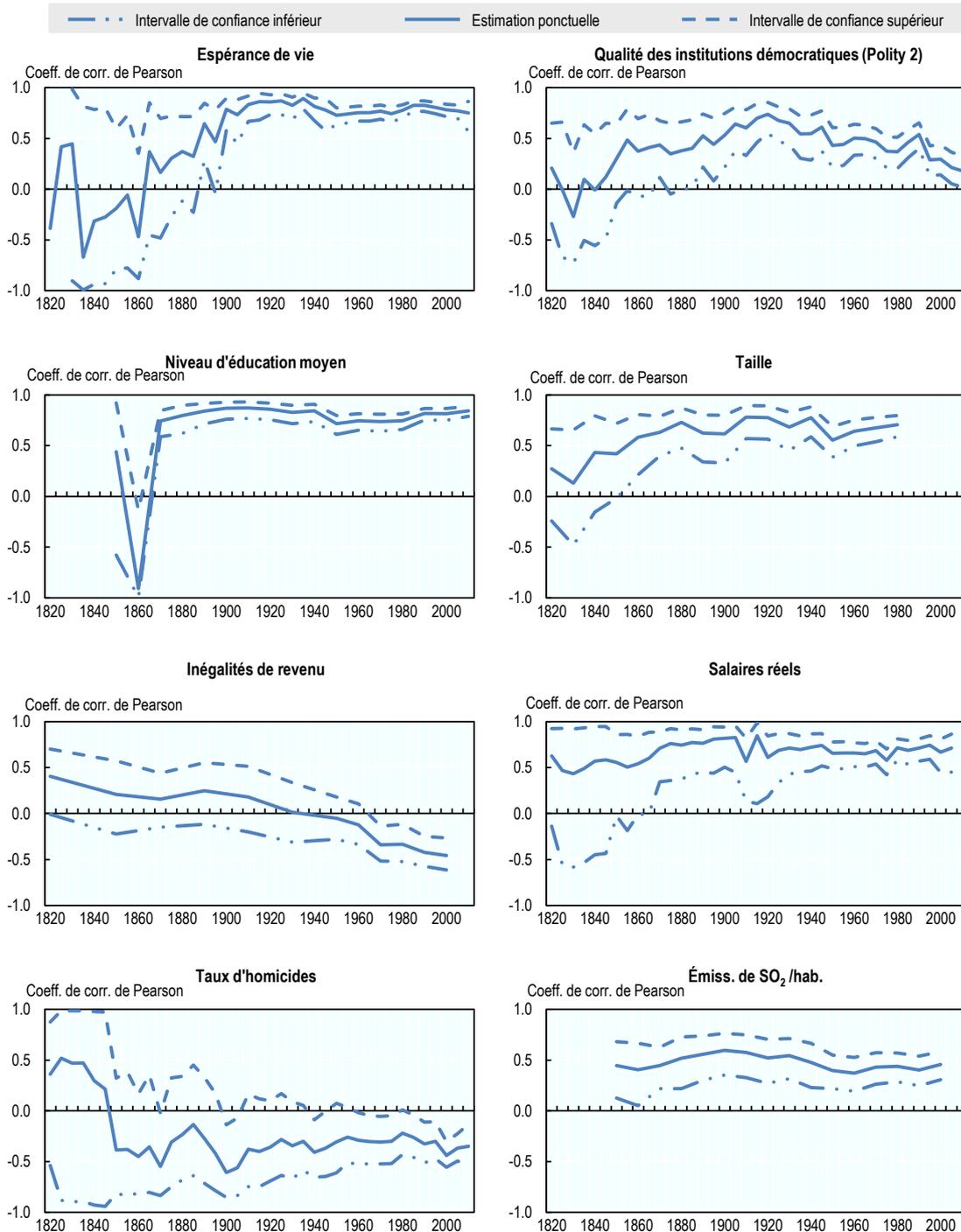
Une vision plus globale du développement, tenant compte des conditions matérielles et de la qualité de vie, révèle cependant une situation plus complexe. La pauvreté absolue poursuit par exemple son avancée dans certains pays, malgré des taux de croissance économique sans précédent (Banque mondiale, 2018<sup>[7]</sup>), et les inégalités continuent de se creuser dans de nombreux pays (Alvaredo et al., 2017<sup>[8]</sup>). Moins de la moitié de la population mondiale a accès à une protection sociale (OIT, 2017<sup>[9]</sup>), avec une couverture particulièrement faible en Afrique et en Asie. La moitié au moins de la population mondiale n'a pas non plus accès aux services de santé essentiels, et chaque année, un grand nombre de ménages s'appauvrissent en raison des coûts de santé, supérieurs à leurs moyens (OMS/Banque mondiale, 2017<sup>[10]</sup>). En outre, d'après les dernières données comparables produites par l'OIT (2018<sup>[11]</sup>), 61 % des emplois dans le monde sont informels, ce qui équivaut à plus de deux milliards de personnes. Le développement est, par nature, complexe et la combinaison de la transformation de la géographie économique, de la convergence économique et du mouvement dynamique des facteurs du bien-être complique encore la donne en estompant la démarcation auparavant plus nette entre pays « développés » et pays « en développement ».

L'inégalité des résultats économiques et non économiques est-elle inhérente au processus de développement ? Quels enseignements tirer des expériences du passé ? Les indicateurs du bien-être sont historiquement en corrélation étroite avec le PIB par habitant. Depuis la Révolution industrielle, les pays dont le PIB par habitant est plus élevé présentent ainsi de meilleurs résultats en termes de niveau d'éducation, de salaires réels, de taille moyenne, d'espérance de vie et d'institutions plus démocratiques.

La forte corrélation entre le bien-être et le PIB par habitant n'a toutefois pas toujours été de mise (graphique 1.4)<sup>1</sup>. Au début et au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les pays dont le PIB par habitant était plus élevé n'affichaient pas nécessairement de meilleurs résultats sur le plan du bien-être. Puis, à compter de la fin de ce même siècle, la corrélation entre le PIB par habitant et les indicateurs du bien-être s'est renforcée, jusqu'à ce que le bien-être commence même à progresser davantage que la croissance du PIB par habitant. Le facteur politique a bien sûr compté, notamment avec l'accès à des denrées alimentaires américaines moins coûteuses en Europe, l'essor des régimes démocratiques, les percées de la connaissance médicale et l'adoption de nouvelles mesures de politique sociale.

### Graphique 1.4. Après 1870, un lien est apparu entre le PIB par habitant et certaines dimensions du bien-être

Corrélation entre le PIB par habitant et différentes dimensions du bien-être (1820-2010)



*Note :* Les graphiques indiquent le coefficient de corrélation de Pearson entre différents indicateurs du bien-être et le PIB par habitant par période de cinq ans, ainsi que les intervalles de confiance à 80 %.

*Source :* Calculs des auteurs à partir de la base de données Clio-Infra (différents indicateurs), Clio-Infra (2017<sup>[12]</sup>), <http://www.clio-infra.eu>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964431>

Dans le contexte actuel, la relation entre le PIB par habitant et le bien-être a de nouveau changé. Depuis les années 1950, les pays qui se sont développés plus tardivement et les économies émergentes se sont démarqués de ceux qui se sont développés plus tôt par le rythme de leur croissance économique et le phénomène de « rattrapage » ou de convergence du PIB par habitant. Tandis que les premiers pays qui se sont industrialisés enregistraient un taux de croissance de 1-1.5 % durant les périodes où les indicateurs du bien-être prenaient un essor considérable, les économies émergentes affichent un taux de croissance supérieur à 5 %. Le graphique 1.5 illustre les évolutions du bien-être non imputables au PIB par habitant afin d'analyser la relation entre ces deux variables<sup>2</sup>. En général, une dissociation s'opère dans le temps entre les indicateurs du bien-être et le PIB par habitant, mais contrairement à la convergence de la croissance économique, qui voit une croissance bien plus rapide des économies émergentes par rapport aux premiers pays qui se sont industrialisés, les économies émergentes ne devancent pas les pays les plus riches du monde pour ce qui est de l'amélioration du bien-être. En d'autres termes, rien ne semble indiquer l'existence d'un phénomène de « rattrapage » sur le plan du bien-être. La croissance rapide des économies émergentes s'est traduite par des résultats différents selon les régions, et pas nécessairement par des améliorations du bien-être de la même ampleur que dans les premiers pays qui se sont industrialisés :

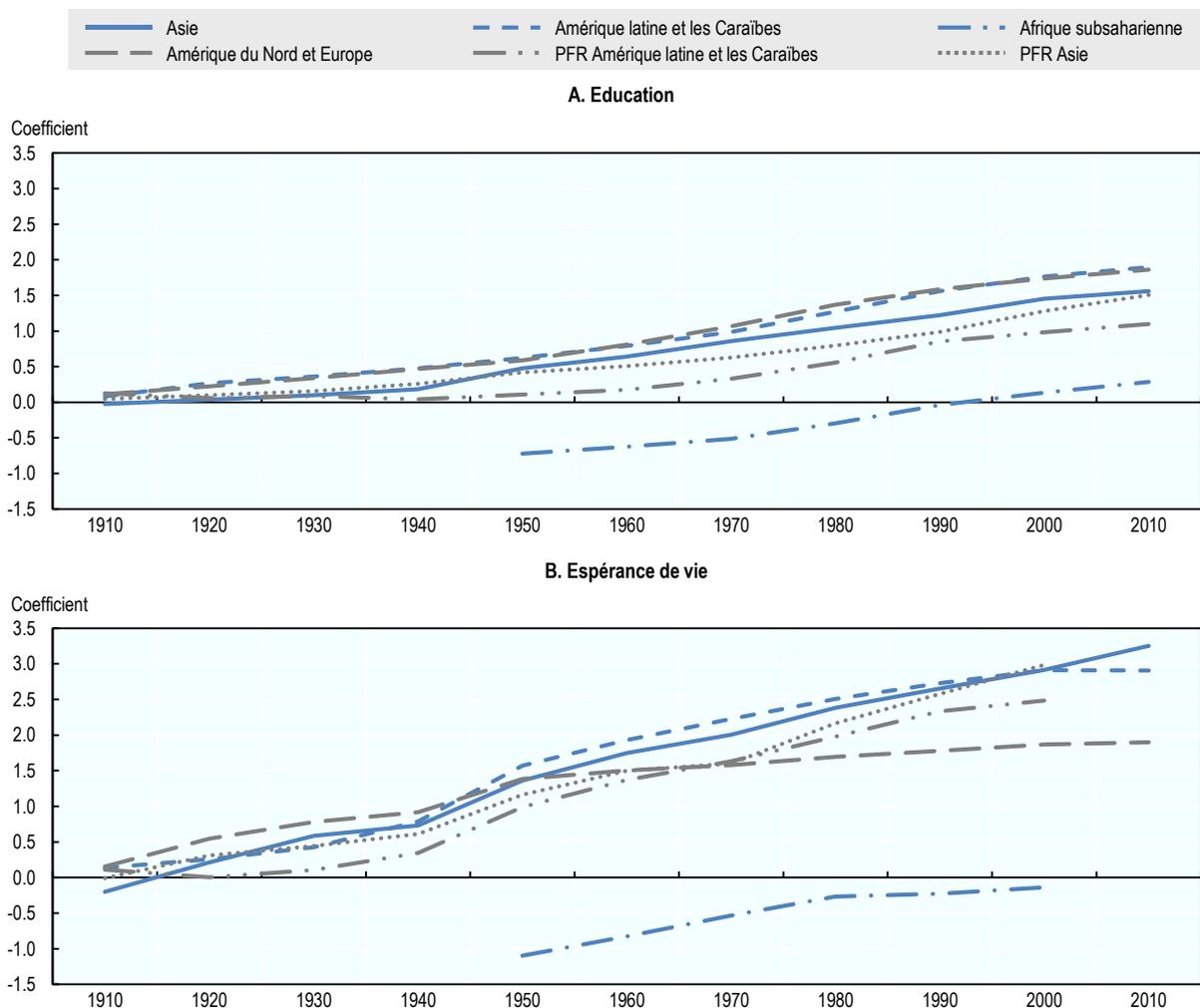
- La tendance à long terme à l'amélioration du bien-être est relativement nette en Amérique latine et en Asie pour certaines dimensions. Depuis les années 1940 et 1950, la progression du bien-être a par exemple été globalement plus forte que celle du PIB par habitant pour l'espérance de vie et le nombre d'années de scolarisation, mais pas pour tous les indicateurs. Les pays à faible revenu d'Amérique latine ont quant à eux rencontré des difficultés pour faire davantage de progrès sur le plan du bien-être, par rapport à la croissance de leur PIB par habitant.
- En Afrique subsaharienne, les progrès réalisés sur le plan du bien-être depuis les années 1950 ont été relativement plus importants que la progression du PIB par habitant, mais se caractérisent aussi par un écart constant et parfois grandissant avec le reste du monde. L'Afrique pourrait, en comparaison des progrès réalisés dans le reste du monde, s'améliorer davantage sur le plan du bien-être par rapport à la croissance de son PIB par habitant.

Cette analyse révèle plusieurs différences frappantes entre le monde des premiers pays qui se sont industrialisés et celui que connaissent aujourd'hui les économies émergentes. Bien que plus lente, la croissance économique était de meilleure qualité pour les premiers pays qui se sont industrialisés qu'elle ne l'a été pour nombre de pays émergents ces dernières années. Dans les pays en développement, la qualité de la croissance économique a en effet été insuffisante et pas assez priorisée (Haddad, Kato et Meisel, 2015<sub>[13]</sub>). En revanche, les pays en développement qui ont pris des mesures afin d'apporter une réponse adéquate aux questions de bien-être ont atteint des niveaux élevés dans ce domaine plus rapidement que les premiers pays qui se sont industrialisés (graphique 1.6).

L'écart persistant entre les pays développés et ceux en développement en termes de productivité, de prévalence de l'extrême pauvreté et d'indicateurs du bien-être semble indiquer que la croissance économique n'a pas suffi pour résoudre tous les problèmes. Les stratégies de développement doivent adopter une vision plus large du développement, au lieu de se focaliser uniquement sur les objectifs de croissance économique.

### Graphique 1.5. Les variables du bien-être progressent à un rythme plus soutenu que le PIB, mais pas autant qu'escompté

Évolution de différentes variables du bien-être non imputable au PIB par habitant (1910-2010)

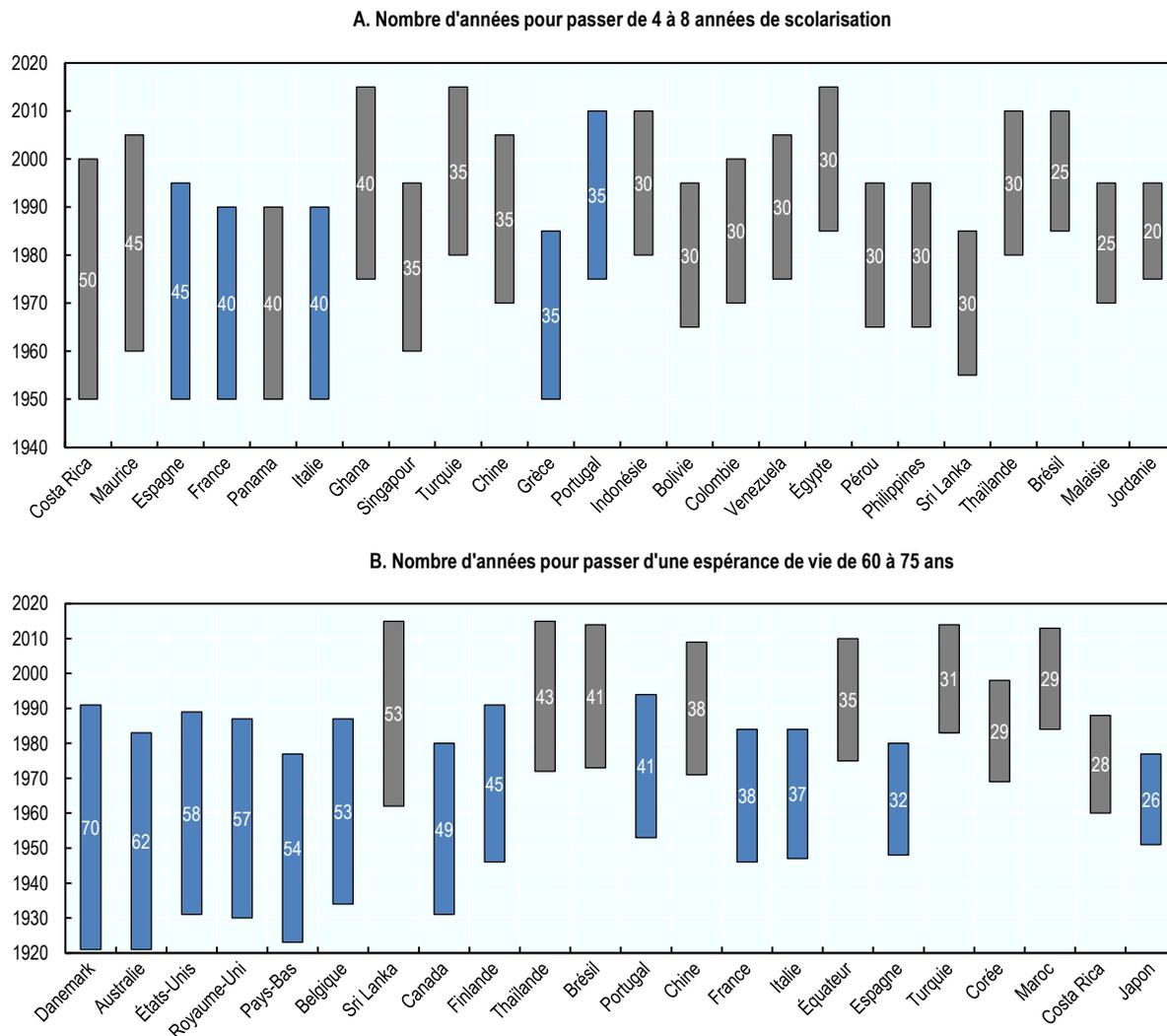


*Note* : Par PFR, on entend les pays à faible revenu, conformément à la classification de la Banque mondiale de 2018. Une valeur de 0 indique que les évolutions des variables du bien-être sont entièrement imputables aux évolutions du PIB par habitant.

*Source* : Calculs des auteurs à partir de Clio-Infra (2017<sup>[12]</sup>), Clio-Infra (base de données), [www.clio-infra.eu](http://www.clio-infra.eu), consulté en juillet 2018.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964450>

**Graphique 1.6. Les nouveaux pays émergents ont atteint le même niveau de bien-être que les économies développées en moins de temps**



*Note* : Les premiers pays qui se sont industrialisés et les pays émergents sont respectivement indiqués en bleu et en gris.

*Source* : Calculs des auteurs à partir de Clio-Infra (2017<sup>[12]</sup>), Clio-Infra (base de données), [www.clio-infra.eu](http://www.clio-infra.eu), consulté en juillet 2018.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933964469>

## Malgré l'élargissement de l'approche des stratégies de développement, les transferts de capitaux financiers restent le point de départ

L'économie – et plus globalement la théorie – du développement ont considérablement évolué depuis leur apparition à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le développement ne s'est en effet pas déroulé tel qu'il avait été historiquement envisagé et, par le passé et aujourd'hui encore, des paradoxes remettent en question la conception traditionnelle du développement. Ainsi, malgré l'essor de la classe moyenne dans certaines économies,

l'extrême pauvreté demeure un problème majeur, et en dépit de l'adoption rapide de certaines technologies dans certains pays en développement, d'importants écarts de productivité subsistent entre plusieurs économies en développement et économies développées. Enfin, la croissance économique n'a réduit ni l'emploi informel, ni les migrations internationales, celles-ci étant même au contraire en augmentation.

Un point du débat reste controversé : peut-on ériger les politiques ayant permis le succès et la viabilité du développement des premiers pays qui se sont industrialisés en références absolues pour les pays en développement ? À l'inverse, les trajectoires empruntées par ces derniers sont-elles suffisamment différentes pour garantir des approches véritablement alternatives ?

Le développement est aujourd'hui souvent associé au PIB, mais cette idée est relativement récente. Bien que le PIB ait été défini en 1934 par Simon Kuznets, il n'est devenu le principal outil de mesure de l'économie d'un pays que dix ans plus tard, à la Conférence de Bretton Woods. L'utilisation du PIB comme indicateur de développement répondait à une certaine logique, mais présentait des limites comme mesure du bien-être humain. Il s'agissait d'un indicateur pertinent si l'objectif du développement économique se limitait à fournir les moyens d'améliorer le niveau de vie. On continue de considérer la croissance du PIB comme une bonne variable indicative du développement plus global d'un pays.

À l'époque de ses travaux, Kuznets lui-même avait pourtant mis en garde contre l'utilisation du PIB comme indicateur du bien-être. Durant les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la richesse matérielle ne se traduisait pas systématiquement par l'amélioration des soins de santé, de l'éducation et du logement pour les habitants d'un pays. En résumé, le PIB ne rendait pas compte du bien-être des individus.

La pensée du développement s'est en effet progressivement affranchie d'une approche uniquement centrée sur la croissance du PIB. L'analyse des facteurs tour à tour considérés comme principaux déclencheurs du développement permet ainsi de dégager plusieurs grandes phases de la pensée du développement :

- Industrialisation, croissance et modernisation (1944-1961)
- Transformation structurelle (années 1960)
- Indépendance accrue des économies en développement (années 1970)
- Stabilité macroéconomique : Consensus de Washington (années 1980-années 2000)
- Développement par objectifs (années 2000-présent).

Trois grands axes de réflexion ont orienté la pensée du développement au cours de ces décennies : les modalités et objectifs du développement ; le rôle des États et des marchés ; et l'importance du contexte international (par opposition à celui national). Un consensus apparaît sur le rôle du développement dans l'amélioration réelle de la qualité de vie des individus et de leur degré de satisfaction.

Malgré l'élargissement de l'approche du développement, une hypothèse liminaire s'est maintenue au fil du temps : le développement commencerait par l'apport de capitaux financiers. En plus de ne pas tenir compte de la limitation de la capacité d'absorption des ressources financières des pays en développement, cette hypothèse a aussi d'importantes répercussions sur l'interprétation et la mise en œuvre des stratégies de développement. Si le capital financier est envisagé comme point de départ, la croissance économique

apparaît nécessaire, souvent suffisante, et devient l'objectif de chaque stratégie ; en découle alors l'idée que tous les pays suivraient une même trajectoire de développement, dont le mètre étalon serait le PIB par habitant, idée qui implique à son tour la possibilité pour les pays de reproduire les enseignements du passé.

Les stratégies de développement ont eu recours à différentes hypothèses et simplifications pour mobiliser les ressources, étendre les interventions et rationaliser les politiques, abondant également dans le sens d'une conception uniformisée du développement. Cela a accentué une approche en silo des politiques et secteurs des pays en développement, et une vision dichotomique de la coopération internationale, opposant donateurs d'un côté et bénéficiaires de l'autre, au lieu de mettre une coopération internationale plus globale au service du partage des connaissances. Cette problématique revêt d'autant plus d'importance dans le contexte d'un monde en rapide mutation, dans lequel la technologie, la démographie et la remise en cause croissante des bénéfices de la mondialisation amènent à reconsidérer totalement de nombreux postulats.

### **Dans la conjoncture mondiale actuelle, les pays doivent faire face à des défis sans précédent**

Au lieu de tenter de reproduire les solutions de développement du passé, les pays doivent adopter des stratégies reflétant leurs propres dotations, cultures et institutions. Ils doivent aussi faire face à de nombreux nouveaux défis et à une complexité du paysage international auxquels les pays industrialisés auparavant n'avaient pas été confrontés. Enfin, ils doivent s'inscrire dans une démarche conciliant dimensions économique, sociale et environnementale.

Certains défis sont restés relativement similaires, notamment le ralentissement potentiel de la croissance mondiale, le renforcement du protectionnisme commercial, le creusement des inégalités, la croissance démographique et l'affaiblissement de la gouvernance mondiale. Pour nombre de ces défis, les théoriciens et praticiens du développement comprennent les solutions et risques potentiels sur la base des enseignements du passé, dont nombre ont été intégrés dans les stratégies nationales de développement et celles des donateurs.

De nouveaux défis ont toutefois fait leur apparition, pour lesquels les expériences du passé n'offrent pas d'enseignements clairs. Citons notamment les nouvelles règles et interdépendances mondiales entre les pays, les booms démographiques sans précédent combinés à une forte mobilité, les risques de pandémies, le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Sans oublier les nouvelles technologies, notamment la transformation numérique, l'automatisation, l'intelligence artificielle et la biotechnologie, qui auront une incidence sur le potentiel de création d'emplois de la croissance, le rythme et l'ampleur de la transition vers une économie sobre en carbone, et la capacité d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter. Les réponses que les pays apporteront à ces défis diversifieront encore davantage les trajectoires de développement.

La transition vers un modèle économique sobre en carbone est par exemple devenue cruciale. De 1750 à 2014, la combustion de combustibles fossiles et la production de ciment ont provoqué l'émission de quelque 405 Gt de carbone (1.484 Gt de CO<sub>2</sub>e) dans l'atmosphère. La moitié de ces émissions cumulées se sont produites depuis 1990 (Le Quéré et al., 2015<sub>[14]</sub>). En 2014, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> atteignaient un total de 36 Gt, dont 24 Gt étaient imputables à des pays non membres de l'OCDE (Banque mondiale, 2018<sub>[15]</sub>). Avec l'empreinte historique des pays de l'OCDE, le monde a

désormais atteint un point où l'augmentation actuelle des émissions de carbone de l'ordre de 36 Gt/an rendra de plus en plus difficile la réduction des émissions dans les limites fixées par l'Accord de Paris de 2015.

### *La transformation de la géographie économique mondiale offre la possibilité de faire les choses différemment*

D'après les expériences nationales passées, l'objectif d'un développement équilibré, global et inclusif passe par l'adoption d'une stratégie nationale de développement. Au-delà des objectifs de croissance économique, la plupart des plans nationaux de développement accordent de plus en plus d'importance aux dimensions d'inclusion et de durabilité environnementale. Leur mise en œuvre continue toutefois de traîner en longueur. Les pays déterminent rarement précisément la façon dont ils atteindront les objectifs qu'ils se sont fixés. L'examen de plusieurs plans nationaux de développement suggère que les pays sont peu nombreux à avoir conscience des tendances de fond et des défis et opportunités susceptibles d'en découler pour eux. Ces plans n'abordent en outre pas expressément les questions de mise en œuvre et de financement. Plusieurs raisons peuvent expliquer ces lacunes, notamment les capacités gouvernementales, les contraintes financières et les difficultés de gestion de l'économie politique des réformes.

La force motrice du basculement de la richesse, portée par la croissance de l'Inde, les nouvelles sources de production manufacturière à bas coût et les liens Sud-Sud, offrira toutefois la possibilité de repenser les stratégies existantes et d'en concevoir de nouvelles. Plusieurs autres facteurs auront une incidence positive sur la mise en œuvre des plans de développement, notamment une démographie favorable, la poursuite de l'urbanisation, la baisse des prix des produits de base et la hausse des salaires en Chine. Dans le sillage de la transformation de la géographie économique, de nouvelles formes de stratégies font en effet leur apparition, telles que l'amélioration de l'accès à la protection sociale, la création de liens entre migrations et développement, l'investissement dans les villes secondaires et l'intégration de l'économie informelle dans les plans de développement. La transformation des défis de cette nouvelle géographie économique en autant d'opportunités restera au cœur des stratégies de développement du XXI<sup>e</sup> siècle.

La poursuite de la croissance économique n'implique par exemple pas nécessairement la hausse des émissions de production. La réduction des émissions de carbone durant des périodes de croissance économique a été rendue possible non seulement par l'évolution technologique et les gains d'efficacité, mais aussi par le remplacement des combustibles à fortes émissions de carbone (avec le passage du charbon, au pétrole puis au gaz) et la hausse de l'utilisation des énergies renouvelables. En effet, alors qu'entre 2000 et 2014, la production chinoise a plus que triplé et les émissions totales ont augmenté de 187 %, l'intensité énergétique et l'intensité carbone ont respectivement enregistré des baisses de 36 % et 30 % durant cette même période, tendance vraisemblablement amenée à se poursuivre. La Chine pourrait fortement décarboner sa production dans un avenir proche, son gouvernement continuant à encourager l'innovation dans son secteur des énergies renouvelables (AIE, 2017<sub>[16]</sub>).

### **Les stratégies de développement doivent s'adapter à chaque contexte, tout en respectant un ensemble de principes communs**

Il n'existe pas de définition standard du développement, et aucun paradigme unique ne peut résumer la meilleure façon de concilier les objectifs de développement, le rôle de l'État et du marché, et le poids relatif des dimensions internationale et nationale. Un

consensus se dessine toutefois sur le rôle du développement dans l'amélioration réelle de la qualité de vie des individus, et leur satisfaction à cet égard. En 70 ans, différents objectifs économiques et sociétaux se sont succédés. La plupart sont désormais synthétisés dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD) visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète, et à assurer la paix et la prospérité pour tous ; néanmoins, les institutions et politiques nationales, ainsi que les donateurs, sont aujourd'hui mal équipés pour faire face aux défis qu'ils devront relever pour atteindre les cibles des ODD (OCDE, 2018<sub>[17]</sub>). Les donateurs doivent s'aligner sur les stratégies nationales et soutenir leur mise en œuvre au-delà du simple cadre de l'aide publique au développement (OCDE, 2018<sub>[18]</sub>).

Les théoriciens actuels accordent également plus d'importance, à juste titre, aux questions environnementales et climatiques. Ils ont l'avantage d'avoir accès au vaste ensemble des théories antérieures du développement, dont ils peuvent nourrir leur réflexion pour proposer des approches plus globales et réalistes, adaptées aux contextes et besoins locaux.

On connaît aujourd'hui mieux les stratégies les plus efficaces en matière de développement – rôle de l'État vs. rôle du marché, orientation vers l'intérieur vs. vers l'extérieur. La capacité de passer d'une stratégie à l'autre semble être une caractéristique essentielle des pays développés à économie de marché. Elle permet en effet une action rapide et la coordination entre les gouvernements, en particulier lorsqu'une crise économique se profile. En outre, certains des arguments ultra-libéraux en faveur du libre marché et du libre-échange ont perdu de leur attrait. Dans un monde sans frontières, les cadres réglementaires et l'État de droit n'opèrent pas de façon uniformisée.

Néanmoins, chaque phase de la pensée du développement a permis de tirer des enseignements sur ce qui fonctionne ou non. L'aide et les capitaux étrangers sont certes importants, mais pas suffisants : réflexion et stratégie sont nécessaires pour déterminer la meilleure façon de les utiliser. Une croissance déséquilibrée peut fonctionner, mais le fait d'accorder trop d'importance à un secteur peut avoir l'effet inverse de celui escompté en cas d'insuffisance des liens entre les différents secteurs. La stabilité macroéconomique est fondamentale, mais là encore, ne suffit pas à elle seule : les incitations à l'intention du secteur privé, la garantie de meilleurs résultats finaux pour les plus pauvres, et le renforcement des rôles dans les chaînes de valeur mondiales sont également essentiels.

Les règles du jeu ont changé. La pensée du développement s'inscrit aujourd'hui dans un contexte institutionnel bien plus vaste. Le cercle auparavant très fermé d'organismes d'aide occidentaux, de *think tanks*, d'institutions universitaires et d'organisations internationales a désormais laissé la place à un effort plus global, qui inclut des acteurs gouvernementaux ou non, ainsi que des experts du monde en développement. Ce groupe élargi a permis l'accès à un corpus croissant de données et d'informations sur le développement. Cette nouvelle donne rend le débat sur les questions de développement non seulement plus complexe, mais aussi plus controversé. La consensualisation des connaissances sur le développement revêt donc encore plus d'importance.

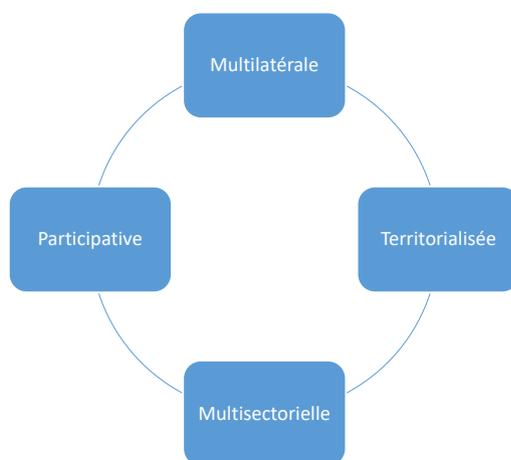
Le contexte global actuel inclut également des institutions telles que l'Organisation mondiale du commerce, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique et la Conférence des parties, ou encore l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Malgré l'absence d'organisations mondiales dédiées à la fiscalité ou à la gouvernance des migrations, la coopération internationale progresse dans ces domaines. L'instrument multilatéral pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, en sont

deux exemples. Ces dispositifs s’accompagnent de nouveaux avantages et contraintes dans le cadre desquels les pays doivent trouver leur voie. Enfin, toute action ne peut désormais faire abstraction des nouveaux défis que sont, par exemple, l’automatisation, la transformation numérique et le changement climatique.

Quelles qu’aient été les solutions couronnées de succès il y a 100 ans, elles devront à tout le moins être adaptées dans la perspective de nouvelles stratégies et de nouvelles formes de coopération. Ainsi, alors que les premiers pays qui se sont industrialisés dépendaient de la création d’une chaîne d’approvisionnement nationale, dont le développement prenait des décennies, les pays ont désormais la possibilité d’accéder aux chaînes d’approvisionnement mondiales, bénéficiant de différents éléments de production délocalisée (Baldwin, 2011<sup>[19]</sup>).

S’il n’est peut-être pas possible de généraliser un paradigme de développement mondial unique, on peut néanmoins dégager différents principes sur lesquels fonder une trajectoire positive pour les pays. Les bonnes pratiques semblent indiquer que les stratégies doivent être multisectorielles, participatives, territorialisées et multilatérales (graphique 1.7). Leur conception et leur mise en œuvre doit s’inscrire dans une démarche globale, tenant compte de la complexité croissante des défis actuels. Elles doivent impliquer un large éventail d’acteurs, et se fonder sur un éventail tout aussi large de connaissances et de points de vue. Elles doivent être territorialisées, afin de tenir compte des différences entre zones rurales et urbaines, ainsi que des spécificités de l’ensemble du territoire d’un pays. Enfin, elles doivent être débattues et partagées au sein d’un cadre multilatéral, reflétant la nécessité de nouvelles formes de coopération, de partage des connaissances et de protection des biens publics mondiaux.

**Graphique 1.7. Dimensions clés d’une stratégie de développement**



Le Plan Marshall apportait un enseignement essentiel, qui ne fut compris que bien plus tard : le développement s’inscrit dans un contexte de coopération internationale. Après la dissolution du Plan Marshall et de l’Organisation européenne de coopération économique, l’OCDE fut créée afin de perpétuer cet enseignement. L’instrument d’aide financière initialement prévu par le Plan Marshall laissait la place à une plateforme internationale de partage des connaissances.

L'apprentissage mutuel reste une composante clé du développement, en particulier lorsque les pays mettent à l'essai de nouvelles stratégies. L'expérimentation méthodique de différentes stratégies de développement et une certaine forme d'improvisation guidée ont joué un rôle clé dans les économies émergentes contemporaines. Les politiques et projets de développement sont essentiellement des expérimentations dans lesquelles les gouvernements ont des connaissances limitées et des difficultés à anticiper les retombées de leurs actions. Les responsables gouvernementaux doivent tâtonner pour atteindre les objectifs visés, en passant par toute une série de cycles d'examens, d'apprentissages et d'ajustements. Parfois, comme le remarquait Albert Hirschman, une « main qui cache » (*hiding hand*) aide à leur « dissimuler opportunément les difficultés ». Le processus décisionnel doit en outre être plus participatif pour pallier une telle limitation des connaissances.

La suite du présent rapport examine plus en détail les questions évoquées dans ce chapitre. Le chapitre 2 actualise l'analyse sur le basculement de la richesse, au regard de la transformation actuelle de la Chine et du renforcement des liens entre les pays en développement. Le chapitre 3 examine ensuite l'importance de s'affranchir du PIB par habitant comme indicateur de développement. Il compare l'évolution du bien-être et du PIB par habitant dans les premiers pays qui se sont industrialisés, ainsi que dans les nouveaux pays émergents. Au vu de la récente expérience mitigée des pays en développement, le chapitre 4 propose ensuite un aperçu historique des paradigmes qui ont présidé à l'approche du développement chez les responsables politiques et les donateurs, avec pour objectif de démontrer qu'aucun paradigme unique ne peut fonctionner pour tous les pays. Enfin, le chapitre 5 dépeint le contexte actuel du développement, jalonné de défis que les pays doivent contourner et, à terme, intégrer dans leurs stratégies de développement.

## Notes

<sup>1</sup> L'échantillon mondial inclut jusqu'à 159 pays, mais varie par année et indicateur en fonction de la couverture.

<sup>2</sup> Pour ce faire, on effectue une régression des indicateurs du bien-être (standardisés pour avoir une moyenne de 0 et un écart-type de 1 à des fins de comparabilité) sur le logarithme du PIB par habitant et une série de variables indicatrices temporelles. Ces dernières rendent compte des améliorations du bien-être par rapport à 1910 (ou à la première année d'observation disponible) qui ne sont pas imputables au niveau du PIB par habitant durant cette période.

## Références

- AIE (2017), *World Energy Outlook 2017*, Éditions OCDE, Paris/AIE, Paris, [16]  
<http://dx.doi.org/10.1787/weo-2017-en>.
- Alvaredo, F. et al. (2017), *World inequality report 2018*, World Inequality Lab, [8]  
<https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>.
- Baldwin, R. (2011), *Trade And Industrialisation After Globalisation's 2nd Unbundling: How Building And Joining A Supply Chain Are Different And Why It Matters*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <http://dx.doi.org/10.3386/w17716>. [19]
- Banque mondiale (2018), *Indicateurs du développement dans le monde (base de données)*, Banque mondiale, <http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators> (consulté le 31 mars 2018). [15]
- Banque mondiale (2018), *Poverty and Shared Prosperity 2018*, Banque mondiale, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30418>. [7]
- Banque mondiale (2013), *China 2030 : building a modern, harmonious, and creative society (English)*, Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/781101468239669951/China-2030-building-a-modern-harmonious-and-creative-society>. [1]
- Clio-Infra (2017), *Clio Infra*, International Institute of Social History, <http://www.clio-infra.eu> (consulté le July 2018). [12]
- Deloitte Global (2016), *Global Manufacturing Competitiveness Index*, Deloitte Touche Tohmatsu Limited. [6]
- FMI (2017), *Perspectives de l'économie mondiale 2017 (base de données)*, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/02/weodata/index.aspx> (consulté le December 2017). [2]
- Haddad, L., H. Kato et N. Meisel (2015), *Growth is Dead, Long Live Growth: The Quality of Economic Growth and Why it Matters*, JICA Research Institute. [13]
- Le Quéré, C. et al. (2015), « Global Carbon Budget 2015 », *Earth System Science Data*, vol. 7, pp. 349-396, <https://doi.org/10.5194/essd-7-349-2015>. [14]
- OCDE (2018), *Development Co-operation Report 2018: Joining Forces to Leave No One Behind*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/dcr-2018-en>. [17]
- OCDE (2018), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2019: Time to Face the Challenge*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264307995-en>. [18]
- OCDE (2016), *Perspectives on Global Development 2017: International Migration in a Shifting World*, Éditions OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/persp\\_glob\\_dev-2017-en](http://dx.doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2017-en). [5]

- OCDE (2015), *Perspectives du développement mondial 2014 : Accroître la productivité pour relever le défi du revenu intermédiaire*, Éditions OCDE, Paris, [https://doi.org/10.1787/persp\\_glob\\_dev-2014-fr](https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2014-fr). [4]
- OIT (2018), *Women and men in the informal economy: a statistical picture (third edition)*, Organisation internationale du Travail, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_626831.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf). [11]
- OIT (2017), *World social protection report 2017–19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals*, Organisation internationale du Travail, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_604882.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf). [9]
- OMS/Banque mondiale (2017), *Tracking universal health coverage: 2017 global monitoring report*, Organisation mondiale de la santé, <http://documents.worldbank.org/curated/en/640121513095868125/pdf/122029-WP-REVISED-PUBLIC.pdf>. [10]
- Pomfret, R. (1996), *Is China a 'Large Country'? China's Influence on World Markets*, OECD Publishing. [3]





Extrait de :

## Perspectives on Global Development 2019 Rethinking Development Strategies

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/persp\\_glob\\_dev-2019-en](https://doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2019-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Quelles stratégies de développement pour le XXI<sup>e</sup> siècle ? », dans *Perspectives on Global Development 2019 : Rethinking Development Strategies*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/3a1ba859-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).